

3.000 places manquantes dans l'enseignement technique

D'ici 2025, la démographie bruxelloise nécessitera 16.000 nouvelles places dans la filière générale. Si rien n'est mis en œuvre, le technique et professionnel souffrira de pénurie.

Perspective.brussels s'est penché sur les besoins dans l'enseignement secondaire, où le nombre d'élèves devrait augmenter considérablement d'ici 2025. On parle de 19.500 élèves supplémentaires, soit l'équivalent d'un cinquième de la population actuelle de ce niveau d'enseignement.

Un accroissement qui ne devrait pas s'opérer de manière homogène sur l'ensemble du territoire régional. Les communes du nord (Evere, Schaerbeek et Laeken) et de l'ouest (Anderlecht, Molenbeek-Saint-Jean, Koekelberg, Ganshoren et Berchem-Sainte-Agathe) sont celles qui devraient le plus être confrontées à l'augmentation du nombre d'élèves. L'est de la ville n'est pas totalement épargné puisqu'on s'attend à une progression de 30 % à Woluwe-Saint-Pierre.

L'étude met en lumière qu'un déficit important dans les filières techniques et professionnelles du secondaire ne pourra pas être évité. Si rien n'est mis en place rapidement, en plus de ce qui est déjà prévu, il manquera 3.000 places à l'horizon de l'année scolaire 2024-2025.

« Ce n'est pas une frilosité de notre part mais plutôt le résultat d'un manque de vision globale dans un contexte d'urgence par rapport à un

boom démographique qui a été mal anticipé à l'époque, réagit le ministre-président Rudi Vervoort (PS). Il y avait urgence en 2010 sur le maternel et le primaire. Les enfants ont grandi, il y a aujourd'hui une urgence sur le secondaire (premier degré) et à l'horizon 2025, sur les deuxième et troisième degrés de l'enseignement technique et professionnel. »

Didier Gosuin (Défi), ministre de

l'Emploi et de la Formation, se réjouit de la prise de conscience qui transparait dans cette étude. « Cela fait plus de dix ans que je dis qu'on a un réel problème de qualification. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut

inverser la vapeur et doter les écoles de moyens. » Le véritable problème, selon lui, reste que l'on continue d'amener les jeunes vers ces filières après un constat d'échec.

Olivia P'tito, la directrice de Bruxelles Formation, abonde dans son sens. « Il faut rappeler aux parents et aux étudiants que quand on se forme à des métiers comme électricien ou électromécanicien, par exemple, il y a un job à la clé. » En plus de créer des places et de moderniser les écoles, il faudra donc faire changer les mentalités. ■

OÙ SE SITUERA LA PÉNURIE?

L'ouest et le nord de Bruxelles sous tension

L'étude de perspective.brussels sur les besoins de créations de places dans l'enseignement secondaire à Bruxelles a détaillé les endroits où il était urgent de créer de nouvelles infrastructures. Elle distingue deux types de zones dites « en tension ».

Primo, l'ouest de Bruxelles au niveau de l'enseignement francophone du premier degré. Malgré les places supplémentaires programmées, des déficits importants devraient persister dans cette zone alors qu'à Schaerbeek, Evere ou encore Woluwe qui sont sous tension, la croissance devrait pouvoir être absorbée par la création de nouvelles places.

Secundo, le nord de Bruxelles, au niveau de l'enseignement technique et professionnel francophone. Ce sont surtout les communes de Laeken, le nord de Schaerbeek et Evere qui sont touchés. Ici, l'offre ne va pas suffisamment augmenter pour satisfaire la demande d'ici 2025.

Pour répondre à ces deux constats, les chercheurs proposent de privilégier le renforcement de l'offre scolaire dans les espaces proches des lieux saturés et dans les espaces bien desservis par les transports publics (gare de l'Ouest, Simonis, gare du Midi, nord du Pentagone, Tour et Taxis...).

Un souci toutefois : le décret inscriptions n'encourage pas à postuler dans des écoles facilement accessibles en transport en commun mais lointaines au niveau des kilomètres. L'étude encourage à reconsidérer le poids des critères géographiques dans la procédure d'inscription en première secondaire à Bruxelles.

Technique et professionnel, les oubliés du secondaire

ENSEIGNEMENT 3.000 places nécessaires dans ces filières sous peine de pénurie en 2025

► La majorité des nouvelles places créées en Région bruxelloise sont destinées à la filière générale.

► Une nouvelle étude démontre qu'il est urgent de changer la vision des deux autres filières.

► Le ministre-président Rudi Vervoort (PS) insiste sur l'importance d'un tronc commun polytechnique jusqu'à 15 ans.

La population bruxelloise augmente, fait des enfants et a de plus en plus de mal à leur trouver une école. Une nouvelle étude de perspective.brussels que *Le Soir* s'est procurée se penche sur la question des besoins dans le secondaire, le niveau où le nombre d'élèves devrait augmenter le plus d'ici 2025. On parle de 19.500 élèves supplémentaires, soit l'équivalent d'un cinquième de la population actuelle de ce niveau d'enseignement.

Un accroissement qui ne devrait pas s'opérer de manière homogène sur l'ensemble du territoire régional. Les communes du nord (Èvere, Schaer-

beek et Laeken) et de l'ouest (Anderlecht, Molenbeek-Saint-Jean, Koekelberg, Ganshoren et Berchem-Sainte-Agathe) sont celles qui devraient le plus être confrontées à l'augmentation du nombre d'élèves. L'est de la ville n'est pas totalement épargné puisqu'on s'attend à une progression de 30 % à Woluwe-Saint-Pierre.

Malgré l'attitude volontariste du ministre-président Rudi Vervoort (PS), l'étude met en lumière qu'un déficit important dans les filières techniques et professionnelles du secondaire ne pourra pas être évité. « Ce n'est pas une frilosité de notre part mais plutôt le résultat d'un manque de vision globale, dans un contexte d'urgence par rapport à un boom démographique qui a été mal anticipé à l'époque », réagit Rudi Vervoort. Il y avait urgence en 2010 sur le maternel et le primaire. Les

enfants ont grandi, il y a aujourd'hui une urgence sur le secondaire (premier degré) et à l'horizon 2025, sur les deuxième et troisième degrés de l'enseignement technique et professionnel. La Région peut intervenir pour soutenir les infrastructures et les équipements collectifs, faciliter la création d'écoles et rendre les écoles en déficit d'image plus attractives en modernisant les infrastruc-

tures, les équipements collectifs et en les ouvrant sur le quartier. C'est là que se trouve notre plus-value. On ne pourra pas déployer un enseignement qualifiant d'excellence dans des infrastructures vétustes ou sur des équipements dépassés. »

Il n'empêche. Si rien n'est mis en place rapidement, en plus de ce qui est déjà prévu, il manquera 3.000 places à l'horizon de l'année scolaire 2024-2025. « Des places se sont effectivement ouvertes ou sont en cours de programmation, mais ce ne sera pas assez et j'en suis conscient », reconnaît Vervoort qui pointe des exemples concrets comme la réintégration sur le site du Ceria du lycée professionnel Pierre Paulus et le Cefa de Saint-Gilles. Il rappelle aussi qu'une école secondaire en technique audiovisuelle de 600

places est prévue pour 2026 au cœur du nouveau pôle Reyers.

Du côté du ministre de l'Emploi et de la Formation, Didier Gosuin (Défi), on se réjouit de la prise de conscience du monde académique qui transparaît dans cette étude. « Cela fait plus de dix ans que je dis qu'on a un réel problème de qualification. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut inverser la vapeur et

doter les écoles de moyens. Il faut se réjouir de ce changement de cap. »

Le véritable problème, selon Didier Gosuin, reste que l'on continue d'amener les jeunes vers ces filières après un constat d'échec. Olivia P'tito, la directrice de Bruxelles Formation, abonde dans son sens. « Il faut rappeler aux parents et aux étudiants que quand on se forme à des métiers comme électricien ou électromécanicien, par exemple, il y a un job à la clé. »

Pour rendre ces filières plus attractives, la Région vient de lancer un « contrat école » qui consiste en des investissements pour renforcer l'attractivité des écoles. Un concept copié sur les « contrats de quartier ». Ces investissements doivent permettre d'attirer de nouveaux élèves dans des établissements actuellement désertés à cause de leur mauvaise réputation.

Pour Rudi Vervoort, le grand défi est aussi de réussir à organiser un tronc commun polytechnique allongé jusqu'à 15 ans. « Il doit permettre au jeune de s'orienter dans un choix positif vers une filière qualifiante d'excellence. Cela impose aussi qu'on s'attaque en priorité à la ségrégation scolaire et au décrochage scolaire qui restent très problématiques à Bruxelles. »

En plus de créer des places et de moderniser les écoles, il faudra donc faire changer les mentalités. Et c'est peut-être le plus compliqué. ■

MAXIME BIERME

CHIFFRES**Le nombre de places réellement disponibles à Bruxelles est inconnu**

Poser la question du nombre de places disponibles actuellement et où on peut les trouver en Région bruxelloise, c'est se confronter à un casse-tête étonnant.

L'étude de perspective.brussels sur les besoins en création de places dans l'enseignement secondaire pointe la méconnaissance en la matière. « Certains pouvoirs organisateurs ont une connaissance très fine de l'offre scolaire au niveau local, peut-on lire. Mais, par souci de discrétion des écoles, le partage d'information est faible, si pas inexistant. Dès lors, la connaissance globale de la situation en termes de places disponibles en Région bruxelloise est très partielle et imparfaite. »

On ne la connaît de manière exhaustive que pour la première année commune grâce au décret inscriptions. Cela a permis de souligner la saturation croissante, mais non systématique, du premier degré des écoles secondaires bruxelloises

Pour les chercheurs, il devient urgent de mettre en place un cadastre des places disponibles dans l'enseignement secondaire afin de faciliter le pilotage de l'offre bruxelloise d'enseignement, de manière prospective, avant chaque rentrée scolaire.

Le ministre-président de la Région bruxelloise, Rudi Vervoort (PS) ne demande pas mieux : « Cela me semble un outil de pilotage indispensable pour ouvrir les places nécessaires, dans les communes où les quartiers qui en ont besoin. [...] C'est très compliqué car l'organisation de l'enseignement à Bruxelles se déploie sur tous les réseaux. Des conventions sont aujourd'hui signées avec la plupart des pouvoirs organisateurs pour organiser l'échange des données qui devrait permettre de construire un cadastre des places consolidé. Je prône une mutualisation des efforts et des investissements afin de pouvoir développer des stratégies plus ciblées et adaptées aux réalités socio-économiques de la Région, voire des communes et des quartiers. »